

"S'exprimer, enfin"

Autor(en): **Lettau, Marc / Peter, Theodora**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger**

Band (Jahr): **46 (2019)**

Heft 4

PDF erstellt am: **21.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-912768>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



«S'exprimer, enfin»

Ils n'ont pas le droit de vote. Et pourtant, les écoliers et écolières de Suisse influenceront probablement l'issue des élections parlementaires de cet automne. Ils sont en effet des milliers à faire la grève pour une politique climatique plus cohérente et sont bien décidés à secouer un monde politique jugé somnolent. Qui sont les jeunes en tête du cortège?



MARC LETTAU, REPORTAGE
THEODORA PETER, ENQUÊTE AUPRÈS DES PARTIS

C'est vendredi, jour d'école. Pourtant une foule d'écolières et d'écoliers défilent bruyamment au centre-ville. Le phénomène se répète depuis des mois dans toutes les régions du pays, les passants ne sont donc pas surpris. Ces jeunes en grève ont séché les cours pour exiger à grand bruit qu'une politique climatique plus efficace soit immédiatement mise en place. Les plus petits ont à peine douze ans et la majorité sont des ados. Les jeunes universitaires s'y sont mis aussi. La génération des grands-parents est de plus en plus présente, tandis que celle des parents se montre plus timide. Le 15 mars 2019, la grève pour le climat a été suivie par 50 000 personnes en Suisse. Deux mois plus tard, le 24 mai, ils étaient à nouveau des dizaines de milliers dans les rues, malgré les examens de maturité. Le mouvement est désormais difficile à ignorer.

«Il y a comme un problème»

Mais quel est le moteur des grévistes? La question a été posée à trois jeunes Bernois. Linus Dolder (16 ans) vient de Thoune. Il explique que son engagement est dû à la force des images. Lorsqu'il contemple, durant ses vacances d'hiver, à 2000 mètres et en tee-shirt, les flancs bruns des montagnes striés de bandes de neige artificielle, il est conscient «qu'il y a comme un problème, même sans avoir déjà vécu trente ou quarante hivers avant celui-ci.»

Sophie Feuz (16 ans), élève à Berne, ne se focalise pas sur un «avenir de toute manière inconnu», mais sur le présent, d'ores et déjà insoutenable: «Aujourd'hui déjà, des gens perdent leurs moyens de subsistance, des espèces animales disparaissent et les glaciers dans les Alpes fondent.» Elle est sidérée d'assister à un tel naufrage



Linus Dolder: «On ne peut pas faire autrement: il faut changer quelque chose. Devenir végétarien, ne plus prendre l'avion, rouler davantage à vélo.»

Photo Danielle Liniger

en si peu de temps, la durée d'un «battement de cils pour ainsi dire».

Wirada Läderach (15 ans), de Belp, cite trois raisons de faire la grève: d'abord la peur du «gros chaos» qui menace si l'urgence climatique augmente encore. Elle évoque ensuite la frustration «de voir ceux qui tiennent notre avenir entre leurs mains refuser d'agir». Enfin, elle voit dans la grève une possibilité «d'exprimer, enfin, ce qui nous inquiète depuis longtemps».

Tout, et tout de suite

Malgré ses revendications musclées, la jeunesse en grève reste bien élevée: les policiers qui escortent les manifestants sont visiblement détendus. Le catalogue des exigences est plus



«Nous consommons énormément et très bon marché», affirme Sophie Feuz. Il faudrait consommer moins et payer des prix reflétant la réalité.

Photo Danielle Liniger

Wirada Läderach: «Mes parents sont heureux que je participe au mouvement pour le climat. Nous en parlons souvent et beaucoup à table.»

Photo Danielle Liniger

hardi que concret. C'est d'abord l'état d'esprit de ces jeunes de douze ans qui frappe quand on les voit porter fièrement leur panneau raté arborant le slogan: «Le climat est encore plus merdique que notre bannière». Néanmoins, la revendication principale est claire: «Des émissions de gaz à effet de serre réduites à zéro en Suisse d'ici 2030». Et la première mesure proposée pour plus de «justice climatique» est de reconnaître la



crise et de déclarer «l'état d'urgence climatique».

Le mouvement imprègne peu à peu le monde politique. En février, le Grand Conseil de Bâle-Ville a ainsi adopté une résolution sur le climat et effectivement déclaré «l'état d'urgence climatique». Reste à savoir si cela restera un acte symbolique destiné à apaiser les jeunes ou si cette décision marquera le début d'une redéfinition des priorités politiques. Depuis, des villes comme Olten (SO) et Delémont (JU) ont déclaré l'état d'urgence climatique. Le canton de Vaud aussi.

En début d'année, les élections cantonales ont montré que le vent tournait. En mars, dans le canton de Zurich, les Verts et les Verts libéraux, axés sur la politique climatique, ont rassemblé 24,8 % des voix, contre

14,8 % en 2015. Une hausse énorme à l'échelle suisse, qui a eu lieu au détriment de la droite de l'UDC et des radicaux. Les élections parlementaires qui ont suivi dans les cantons de Bâle-Campagne et de Lucerne ont donné lieu à des résultats similaires. Le scrutin zurichois a toujours été un baromètre fiable des tendances attendues pour les élections fédérales de l'automne. La plupart des politologues sont donc d'avis que le 20 octobre, le succès des écologistes et le recul du camp bourgeois de droite pourraient bien se confirmer.

Comment les grévistes abordent-ils l'automne électoral? Sophie Feuz: «Je crois que nous allons influencer les élections de manière déterminante.» Avant de nuancer: «Si l'intérêt des jeunes ne faiblit pas.» Autour d'elle, certains se contentent en effet de «descendre une seule fois» dans la rue, «mais nous sommes aussi toujours plus nombreux à participer.» Elle croirait encore davantage à l'impact du mouvement si le droit de vote était abaissé à 16 ans au plan national. Selon elle, l'intérêt pour la politique est nettement plus marqué à cet âge qu'à

20 ans: «On s'efforce de développer notre sens civique à l'école. Beaucoup de jeunes sont super bien informés.» Une fois l'école terminée, ce sens civique reste en jachère faute d'arène où s'exprimer. L'envie de participer à la vie politique s'éteint alors rapidement.

Le PLR corrige le tir, l'UDC espère

Les deux plus grands partis bourgeois, l'UDC et le PLR, réagissent très différemment à la grève climatique et à son large impact. Présidente des Libéraux-Radicaux, Petra Gössi s'appuie sur un sondage réalisé auprès de la base du parti pour lui faire prendre un cap plus vert. Ainsi, le PLR exige aussi désormais l'introduction d'une taxe sur le CO₂ pour l'essence et le diesel. Cette politique ne fait toutefois pas l'unanimité. Membre de la direction

Le PLR à l'aube d'un virage vert

78 % des membres du PLR souhaitent que leur parti s'engage davantage en faveur de l'environnement et du climat. Ce chiffre ressort d'un sondage interne commandé par sa présidente Petra Gössi. La base est favorable à une taxe sur les billets d'avion ainsi qu'à une réduction considérable des émissions de CO₂ en Suisse. Jusqu'ici pourtant, la fraction PLR du Parlement s'était opposée à ces deux objets. Dans un premier temps, ce changement de cap sera inscrit dans une nouvelle prise de position intégrant des exigences en matière d'habitat, de trafic, de travail/formation et de milieu naturel, destinée à servir de fil rouge à la politique du parti ces prochaines années. Reste à savoir si ce revirement lui permettra de profiter de la vague verte aux élections de cet automne.

Poids politique: 33 sièges au Conseil national, 13 au Conseil des États, 2 au Conseil fédéral.

Politique environnementale du PLR: ogy.de/fdp-klima

L'UDC dénonce une «hystérie climatique»

La politique climatique et environnementale n'est pas prioritaire à l'UDC. Le parti prend clairement position contre «l'hystérie climatique», qui conduirait à un excès d'interdictions venues de la gauche. L'UDC mise plutôt sur le libre arbitre et la responsabilité individuelle. Il s'oppose à toute nouvelle taxe et privilège, en matière de politique climatique et environnementale, des incitations fiscales, par exemple pour la rénovation des bâtiments. Il refuse en particulier que la Suisse fasse cavalier seul dans la diminution par deux des émissions de CO₂ d'ici 2030 sans engagement ferme de tous les États. En vue des élections fédérales du 20 octobre, l'UDC mise sur un électorat anti-écologiste et se positionne comme le lobby des automobilistes et contre les entraves à la mobilité.

Poids politique: 66 sièges au Conseil national, 5 au Conseil des États, 2 au Conseil fédéral

Politique environnementale de l'UDC: ogy.de/udc-climat

Le PBD mise sur l'initiative pour les glaciers

Comme le PDC, le PBD soutient une loi forte sur le CO₂. Après l'échec du projet au Conseil national, le parti a caressé l'idée de lancer sa propre initiative populaire avec pour but que la Suisse n'homologue plus de voitures neuves dotées de moteurs à combustion dès 2040. Le parti a fini par abandonner cette idée et soutient à la place l'initiative pour les glaciers. Largement soutenue, elle vise à ancrer les objectifs de l'accord de Paris sur le climat dans la Constitution. Le PBD contribue ainsi à unir les efforts et se présente comme un parti pragmatique, axé sur les solutions, fidèle à son slogan électoral «Ennuyeux, mais bien». Marquer des points sur la question climatique cet automne pourrait toutefois s'avérer compliqué pour le parti, après le renoncement à son initiative.

Poids politique: 7 sièges au Conseil national, 1 au Conseil des États.

Politique environnementale du PBD: ogy.de/pbd-climat

du parti, Christian Wasserfallen a critiqué ce «changement de couleur» inutile. Les électeurs souhaitant voter écolo donneront directement leur voix aux Verts.

Pour l'UDC, la situation est nettement plus complexe. Peindre le parti en vert serait tout sauf crédible. Celui-ci mise donc sur l'espoir: il maintient son cap en espérant que le sujet du climat sera déjà tombé dans l'oubli cet automne. C'est du moins ce qu'ont assuré les ténors de l'UDC après les mauvais résultats cantonaux. Mais une partie de la base traditionnelle n'y croit pas, notamment les agriculteurs qui se heurtent aux effets du changement climatique. La tête de l'UDC a donc décidé de passer à l'offensive contre les jeunes mobilisés pour le climat et de se présenter comme le dernier parti défendant ardemment les intérêts des automobilistes. Son pré-

Le PDC à la recherche de la majorité



Le PDC est le seul parti gouvernemental bourgeois à avoir soutenu des mesures fortes dans la loi sur le CO₂ au Conseil national l'an dernier. Il s'était déjà montré touché par la question écologique, notamment en soutenant le virage énergétique. Après l'échec de la loi sur le CO₂ au Conseil national, le PDC veut désormais s'engager en faveur d'un nouveau projet susceptible de réunir une majorité. En vue des élections fédérales, il se positionne comme «l'unique parti bourgeois qui s'engage de manière conséquente pour l'environnement». Il se distancie ainsi de l'UDC et du PLR, qui ont jusqu'ici rejeté les objectifs de réduction de CO₂ en Suisse. Le PDC soutient aussi la taxe sur les billets d'avion et les incitations financières dans le secteur du bâtiment.

Poids politique: 41 sièges au Conseil national, 13 au Conseil des États, 1 au Conseil fédéral.

Politique environnementale du PDC: ogy.de/pdc-climat

sident Albert Rösti critique depuis le «caractère pseudo-religieux» des manifestations. De son côté, Roger Köppel dit que ces jeunes lui font pitié: «instrumentalisés par les idéologues de gauche», ils servent une «dictature environnementale rouge-verte» qui menace la paix sociale. Pour le conseiller national zurichois, «c'est un scandale que nos enseignants traînent leurs élèves à ces manifestations pour le climat télécommandées par la politique.»

Wirada Läderach est-elle télécommandée et aveuglée par une pseudo-religion? De telles attaquent la sidèrent: «Tout prouve que nous devons agir maintenant pour éviter une issue absolument fatale.» Pour elle, ces reproches sont suspects car d'habitude, on accuse la jeunesse dans son ensemble de ne pas s'intéresser à la poli-

tique et d'être apathique, «et maintenant qu'elle a trouvé son cheval de bataille, on lui reproche d'être manipulée.» Ce qui gêne vraiment dans le mouvement est peut-être le fait «qu'il pense par lui-même».

«Pas qu'un passe-temps familial»

Des ados en grève avec, dans une main, un burger peu respectueux du climat, et dans l'autre une boîte de Coca-jetable, est-ce bien cohérent? Linus Dolder n'en peut plus, de ce genre de remarques: «Depuis quand faut-il être parfait pour avoir voix au chapitre?» Se réclamer du mouvement climatique, c'est prendre le bon chemin: «C'est ça, l'important.» Il faut être fidèle à soi-même: «Je ne peux pas participer à la grève pour le climat le vendredi et sauter dans un avion le samedi.»

Le PS pour la transition écologique



Le PS veut accélérer le virage énergétique pour que la Suisse atteigne la neutralité climatique d'ici 2045. Il réclame donc l'abandon rapide des énergies fossiles, dans un souci de responsabilité sociale. La place financière doit elle aussi s'impliquer et cesser d'investir dans le pétrole et le gaz. La transition écologique doit permettre de créer près de 40 000 emplois grâce aux énergies renouvelables. Le parti veut atteindre ces objectifs grâce à des motions parlementaires. Il soutient en outre l'initiative pour les glaciers, qui veut ancrer la protection climatique dans la Constitution et exige la réalisation des objectifs de l'accord de Paris. Lors des élections fédérales, le PS n'aura pas la tâche facile pour contrer les Verts et marquer des points sur la question climatique.

Poids politique: 43 sièges au Conseil national, 12 au Conseil des États, 2 au Conseil fédéral

Politique environnementale du PS: ogy.de/ps-climat

Linus est d'avis qu'il faut réclamer le changement et y contribuer soi-même. Il explique être devenu végétarien par souci d'écologie: «Aujourd'hui, ma mère ne cuisine plus de viande.» Wirada Läderach se dit elle aussi végétarienne. Linus y voit toutefois aussi un piège: «Les actes isolés des individus n'ont tout simplement pas assez d'impact. Il faut absolument que la politique s'en mêle.» Elle doit fixer le cap pour que les objectifs puissent être at-

Les Verts libéraux misent sur les cleantech



Parti écologiste traditionnel, les Verts Libéraux ont aussi le vent en poupe. Ils rêvent de faire de la Suisse une pionnière grâce à l'innovation et à la concurrence. Selon le parti, l'économie suisse doit miser sur les technologies propres, qui pourraient devenir un «gros secteur exportateur», l'accord de Paris sur le climat devant aussi être réalisé dans d'autres pays. Concernant la loi sur le CO₂, le parti s'engage pour qu'une grande partie des émissions soit compensée en Suisse. Le parti considère que des mesures sont nécessaires en matière de rénovation des bâtiments, mais aussi de trafic routier et aérien, des secteurs jusqu'ici épargnés. Comme les Verts, les Verts libéraux abordent les élections de cet automne comme un scrutin essentiel. D'où leur slogan: «Créateurs d'avenir».

Poids politique: 7 sièges au Conseil national.

Politique environnementale des Verts Libéraux: ogy.de/vertslib-climat

Les Verts surfent sur la vague Greta



Par nature, la protection de l'environnement et du climat est au cœur de la politique des Verts. Leur priorité est toujours une loi forte sur le CO₂. Le parti exige une accélération de la rénovation des bâtiments et une augmentation de la taxe sur le CO₂. De plus, l'agriculture et le secteur financier doivent aussi contribuer à la protection climatique. Les Verts demandent en outre une justice climatique mondiale: les dégâts doivent être financés selon le principe du pollueur-payeur. Les Verts sont ceux qui ont le plus profité de «l'effet Greta Thunberg» aux élections cantonales. Pour que cet élan se confirme cet automne, il faudra notamment que la question climatique reste en tête de l'agenda politique. Les Verts ont décrété que les élections 2019 seraient «décisives pour le climat».

Poids politique: 11 sièges au Conseil national, 1 au Conseil des États.

Politique environnementale des Verts: ogy.de/verts-climat



Les émissions de CO₂ diminuent en Suisse

Les mesures publiées en avril montrent qu'entre 1990 et 2015, les émissions polluantes de CO₂ ont diminué de plus de 10 % en Suisse, malgré la croissance de la population. Les émissions de CO₂ par personne représentent moins de la moitié de celles des autres pays industrialisés. Voilà pour la bonne nouvelle. Il y en a aussi une mauvaise. À y regarder de plus près, l'empreinte écologique des Suisses se situe largement au-dessus de la moyenne mondiale. L'économie suisse importe un grand nombre de produits dégageant de grosses quantités de CO₂ à l'étranger. Près de 80 % des émissions de gaz à effet de serre occasionnées par les consommateurs suisses ont lieu au-delà de nos frontières.

La bataille autour de la révision totale de la loi sur le CO₂, qui vise une baisse substantielle des émissions, bat d'ailleurs son plein sous la Coupole fédérale. Reste notamment à savoir où la Suisse veut à l'avenir essentiellement contribuer à cette baisse: à l'étranger ou chez elle? Alors que le Conseil national a jusqu'ici refusé de définir un objectif national, le Conseil des États pourrait fixer la réduction en Suisse à 60 %. C'est du moins ce que propose la commission chargée de l'examen préalable de cet objet.

(MUL)

teints au prix d'un effort collectif: «Il faut donc aussi veiller à ce que la protection du climat ne reste pas qu'un passe-temps familial.»

Un vaste débat et une nouvelle approche

Les uns saluent la mobilisation de la jeunesse, les autres la moquent. Quelles qu'elles soient, les réactions partent du même point de départ: la question climatique. C'est pourquoi, en Suisse, elle prend de plus en plus d'importance dans les débats politiques, et sous des angles jusqu'ici inédits. La «Neue Zürcher Zeitung» (NZZ), favorable au progrès et à l'économie, titrait récemment que la numérisation était, par erreur, considérée comme une partie de la solution au problème climatique, alors qu'en réalité elle l'alimente. En raison du volume croissant de contenus diffusés sous forme de flux, le secteur des technologies de la communication est désormais responsable de 3,7 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre. C'est près du double des émissions de l'aviation civile. La jeunesse en ligne de mire, la «NZZ» en rajoute: «Le streaming, c'est comme prendre l'avion». Visionner un flux

vidéo, c'est multiplier la consommation d'énergie de son smartphone par 1500.

«Nous consommons tous énormément»

Wirada Läderach ne quitte jamais son smartphone. Oui, une bonne partie des jeunes d'aujourd'hui sont «des enfants de la société de consommation repus et paresseux». Mais c'est aussi la génération qui bouge et cherche de nouvelles réponses. Pour Wirada, «voler, c'est super», mais elle ne l'envisage tout simplement pas pour un prochain voyage. Les notions de consommation et de société de consommation font aussi partie du vocabulaire de Sophie Feuz. Sa pancarte, qui n'en est pas à sa première utilisation, affiche le slogan «Révolutionner au lieu de consommer». Il lui tient à cœur de rappeler que la consommation – souvent irréfléchie – est l'un des plus puissants moteurs du changement climatique. «Nous consommons tous énormément et très bon marché.» Il faut donc repenser notre consommation et s'engager pour des prix réalistes, couvrant tous les coûts réellement occasionnés par un bien.

En parlant de réalisme, n'est-ce pas un peu facile de sécher les cours et de vendre cela pour un acte politique? La réponse de Sophie Feuz fuse: c'est «une honte» de colporter de telles idées et «surtout très faux». Pour faire la grève, les élèves doivent demander une dispense et sont assommés d'une montagne de devoirs supplémentaires. Aller à l'école est bien plus simple. Pour sa part, elle a dû livrer un exposé sur le «changement climatique anthropique» et a dû bûcher, car son prof est géologue, et très versé dans cette thématique. «Pas question de raconter n'importe quoi.»

Le sondage ne tient pas compte des petits partis suivants, représentés au Conseil national: Parti évangélique suisse PEV (2 sièges), Lega dei Ticinesi (2), Mouvement citoyens genevois MCG (1), Parti Suisse du Travail PST (1) et sans parti (2). (TP)

Dans la rue avec Linus, Sophie et Wirada

Vous trouvez d'autres photos des jeunes présentés dans ce numéro – Linus Dolder, Sophie Feuz et Wirada Läderach – en ligne sur www.revue.ch. Cette série de photos est complétée d'images de la dernière grève des élèves suisses pour le climat.